

Le retour des États-Unis dans l'accord sur le nucléaire iranien pourrait apaiser le Moyen-Orient

La Libre - [Opinions](#)

Contribution externe

Publié le 24-01-21 à 12h59 - Mis à jour le 24-01-21 à 13h00

Le retour des États-Unis dans l'accord sur le nucléaire iranien, annoncé par le président Joe Biden, pourrait avoir des conséquences importantes entraînant un apaisement du Moyen-Orient.



© AFP

Une carte blanche de **Bernard Adam**, Directeur du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) de 1979 à 2010.

Le retour des États-Unis dans l'accord sur le nucléaire iranien, annoncé par le président Joe Biden, pourrait avoir des conséquences importantes entraînant un apaisement du Moyen-Orient. Signé à Vienne en 2015 par l'Iran, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (États-Unis, Russie, Chine, France et Royaume-Uni), ainsi que l'Allemagne et l'Union européenne, cet accord vise à empêcher l'acquisition de l'arme nucléaire par l'Iran en échange de la levée des sanctions économiques contre Téhéran.

En mai 2018, Donald Trump annonça le retrait des États-Unis de ce traité, s'alignant sur les demandes de ses « amis », les dirigeants israéliens et saoudiens, et reprenant une position agressive vis-à-vis de Téhéran. Après la parenthèse Trump, l'administration Biden devrait reprendre le cours de la politique amorcée par le président Obama qui décida d'opérer à la fin de son dernier mandat un virage à 180 degrés dans les relations américano-iraniennes.

De longues relations compliquées entre Washington et Téhéran

L'histoire de ces relations a été très compliquée depuis près de septante ans. En 1953, les services secrets américains et britanniques organisèrent un coup d'État à Téhéran, écartant le premier ministre Mossadegh, qui avait nationalisé le pétrole iranien, et renforçant le pouvoir du Shah Reza Pahlevi. Celui-ci bénéficia d'un fort soutien militaire de Washington tout au long de la guerre froide, l'Iran devenant face à l'URSS son principal allié militaire dans la région.

Mais, en imposant un mode de vie à l'occidentale et en instaurant un régime répressif, le Shah dut faire face à l'hostilité croissante de la population et du pouvoir religieux islamique. La révolution de 1979 chassa le Shah du pouvoir et vit la mise en place de la République islamique. Par la suite Téhéran adopta une politique hostile à l'égard des Américains pendant trente-cinq ans, les nouveaux dirigeants iraniens ne leur pardonnant pas leur soutien au Shah.

Relativiser la puissance militaire iranienne

Barack Obama justifia son changement de politique en indiquant que « *les dépenses militaires iraniennes représentaient seulement un huitième de celles des alliés régionaux de Washington, et un quarantième du budget militaire américain* ».

En 2019, avec une population de 84 millions d'habitants, l'Iran a eu des dépenses militaires de 10 milliards de dollars, représentant 2,3 % de son PIB et 114 dollars par habitant. Par comparaison, celles de l'Arabie saoudite (35 millions d'habitants) ont été de 63 milliards de dollars, représentant 8 % de son PIB et 1.786 dollars par habitant. Et celles d'Israël (9 millions d'habitants) ont été de 20 milliards de dollars, soit 5,3 % de son PIB et 2.321 dollars par habitant. Il faut également souligner qu'entre 2009 et 2018, les importations d'armements de l'Iran ont représenté à peine 3,5 % de celles de l'Arabie Saoudite.

Une capacité de nuisance indéniable

Les forces armées régulières iraniennes (350.000 soldats dont 200.000 conscrits) ont perdu beaucoup de leurs capacités, notamment pendant la guerre Irak-Iran entre 1980 et 1988. Elles conservent néanmoins suffisamment de ressources pour assurer une défense face à un agresseur extérieur, mais elles ne seraient pas capables de mener une guerre dans la région.

En revanche, les Gardiens de la révolution, les Pasdarans (170.000 hommes), disposent de moyens, certes réduits, mais permettant de mener des actions militaires déstabilisantes. Par exemple, grâce à des vedettes rapides dotées de missiles, attaquer le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz, où transite 25 % des exportations mondiales de pétrole.

De plus, les forces Al-Qods (entre 5.000 et 15.000 hommes) sont d'une efficacité redoutable. Chargées des opérations extérieures, elles sont présentes militairement ou financièrement auprès des Alliés de Téhéran : Hezbollah au Liban, Hamas palestinien à Gaza, milices chiites en Syrie et en Irak, et Houtis au Yemen.

L'accord sur le nucléaire, clé de la pacification en Iran

Les pays qui ont voulu acquérir l'arme nucléaire ont été motivés par leur désir de se protéger en « sanctuarisant » leur territoire face à des ennemis extérieurs. Cela a été le cas avec l'Inde et le Pakistan. Ainsi qu'avec Israël, grand ennemi de l'Iran, qui dispose actuellement d'environ 80 têtes nucléaires. Avec son programme nucléaire, l'Iran a la même motivation.

L'application de l'accord sur le nucléaire iranien serait un grand pas en avant vers la pacification du pays. D'une part en empêchant Téhéran de disposer de l'arme nucléaire. D'autre part, avec la levée des sanctions économiques, le pays pourrait relancer son économie. La conséquence en serait une augmentation du pouvoir des dirigeants modérés et la diminution de celle des religieux radicaux, qui détiennent leur légitimité par l'existence de l'austérité et de la menace extérieure. Cela pourrait aussi entraîner une politique moins belliqueuse dans les interventions extérieures de Téhéran.

Des conséquences apaisantes au sein du Moyen-Orient

Une autre conséquence de cette nouvelle situation en Iran pourrait être la facilitation de la résolution de plusieurs conflits. D'autres nouvelles positions annoncées par le président Biden pourraient concourir à cette évolution, comme l'opposition à la création de nouvelles colonies israéliennes en territoires palestiniens, et l'arrêt de certaines livraisons d'armes américaines à l'Arabie saoudite, suite à la guerre au Yemen.

Tout ceci pourrait conduire à d'autres étapes en vue de la création de l'État palestinien, la fin des conflits au Yemen, en Syrie et en Irak, et la coopération dans la lutte contre le terrorisme.